

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 04/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CROUVEZIER DEVELOPPEMENT

101 Chemin du Cresson
Le Costet Beillard
88400 Gérardmer

Références : S-25-891RP
Code AIOT : 0006202252

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2025 dans l'établissement CROUVEZIER DEVELOPPEMENT implanté 101 , chemin du Cresson Le Costet Beillard 88400 Gérardmer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est liée à une plainte d'un voisin pour odeur. Elle s'appuie sur l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2640/2008 du 13 août 2008.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CROUVEZIER DEVELOPPEMENT
- 101 , chemin du Cresson Le Costet Beillard 88400 Gérardmer
- Code AIOT : 0006202252
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est spécialisé dans l'ennoblissement textile. Ce site dépend de la réglementation IED dans le cadre de laquelle le référentiel européen des meilleures techniques disponibles est paru le 9 décembre 2022 (BREF TXT).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thème de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	odeurs	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 3.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas permis de détecter d'odeur significative. Un retour téléphonique a été fait au plaignant au retour d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 3.1.2
Thème(s) : Autre, odeurs
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, hormis les cas de mise en sécurité ou de tests intervenant sur les installations.
Constats : Le 1er août 2025, peu après 14h, l'inspection a reçu une plainte téléphonique d'un voisin de la société Crouvezier pour des odeurs de type oeuf pourri. Ce voisin incrimine la station d'épuration de la société Crouvezier. Sans délai l'inspection s'est déplacée sur site, arrivée vers 15h. L'inspecteur s'est rendu à une petite dizaine de points ceinturant le site : chemin du Cresson aussi bien amont qu'en aval du site, et chemin des Granges Bas. Ces points sont situés à une distance de la station d'épuration comprise entre 50 et 200 m. L'inspecteur n'a pas constaté d'odeur significative.
Type de suites proposées : Sans suite